

La Grèce, le partenaire insoumis de l'Union Européenne



Habités à ordonner plus qu'à dialoguer, les dirigeants de l'Union Européenne ont réagi au refus du gouvernement grec d'accepter le dit programme de sauvetage financier tel qu'il a été rédigé en lançant un ultimatum. Ce programme jetterait par terre les mesures de bénéfice populaire qui viennent d'être mises en pratique dans la République hellénique.

Le problème est le suivant: le 28 février arrive à échéance le programme de transfert économiques en direction d'Athènes, créé prétendument dans le but de stopper la crise, mais qui en réalité cherche à éviter une cessation des paiements pour permettre ainsi aux grandes banques privées européennes, surtout aux allemandes et françaises, de recouvrer leur partie de la dette grecque.

Bruxelles a donné un délai à la Grèce pour demander une prolongation des aides financières et elle a menacé de suspendre définitivement le plan en cas de refus.

En échange de ce soit disant "sauvetage", le cabinet présidé par Alexis Tsipras, doit accepter les engagements pris par les gouvernements précédents, en particulier, la poursuite des privatisations, les licenciements et la coupe des dépenses pour obtenir une balance financière publique positive, qui équivaut à 3% du PIB.

“Nous n'allons pas demander une prolongation, même pas avec un pistolet braqué sur nos tempes”- a été la réponse grecque, qui est arrivée dans la voix de son porte parole, Graviil Sakelaridis.

Depuis 2009 ce pays a perdu 26% de son PIB, 27 sur 100 travailleurs sont au chômage et parmi les jeunes ce chiffre s'élève à 50. 40% des enfants vivent dans la pauvreté.

Aucun des programmes de sauvetage offerts par l'Union Européenne, n'a en rien amélioré la situation, au contraire, ils l'ont aggravée.

C'est en fait le désespoir de la population qui a porté Alexis Tsipras et son parti, la Coalition de la Gauche Radicale, Syriza, au pouvoir.

Accepter ce que ses partenaires exigent, équivaldrait à un suicide politique pour ce jeune gouvernant, qui durant les premiers jours de son mandat a ordonné le rétablissement de l'électricité à plus de 300 000 foyers, a décrété un nouveau salaire minimum, a rendu à 3 500 employés qui avaient été licenciés leurs postes de travail et a suspendu la vente des ports de Thessalonique et du Pirée.

Les négociateurs grecs ont par ailleurs, exprimé leur volonté d'aboutir à un accord positif pour le citoyen moyen européen.

Ce qui est en jeu, ces jours ci d'intenses négociations sont deux visions opposées du modèle européen. Une représentée par la chancelière allemande Angela Merkel, fondée sur l'austérité coûte que coûte pour sauver les finances et les entreprises et l'autre dont la Grèce est porte drapeau et qui met avant tout la dignité humaine et le bien être des grandes majorités.

Angela Merkel et ses partisans veulent à tout prix voir le projet de Syriza échouer, pour éviter ainsi la “contagion” vers d'autres pays, sans se rendre compte que l'austérité a été la goutte qui a fait déborder le vase.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/47034-la-grece-le-partenaire-insoumis-de-lunion-europeenne>



Radio Habana Cuba